

membres du service canadien des Affaires extérieures et d'autres personnes au courant des affaires européennes. Quand on pense à ce qui se passe à Berlin et quand on sait que nos chefs reçoivent les conseils de spécialistes, on a raison de se demander ce qu'on pourrait bien ajouter d'utile. Les membres du Parlement ont le devoir, je pense, de s'efforcer d'aider les spécialistes. Nous avons, plus que la plupart de nos commettants, de meilleurs moyens et de meilleures occasions de connaître ces problèmes et de nous tenir au courant. Si complexes que puissent sembler certains problèmes, nous devons essayer de les comprendre et de proposer des solutions. Bien peu de Canadiens jouissent du droit d'exprimer des idées au Parlement. J'espère que les honorables députés me pardonneront de telles lapalissades. Je suis très fier d'être ici et de pouvoir dire ce que je pense de ces choses. Je me souviens que le député de Greenwood en a parlé, il y a des années; je n'ai pas oublié ce qu'il a dit. Quel bel exemple a donné l'honorable représentant à ceux d'entre nous qui sommes membres de fraîche date de la Chambre!

Je voudrais faire quelques propositions, monsieur le président, et c'est la troisième raison qui m'incite à prendre la parole ce soir. J'ai lu l'autre jour une déclaration attribuée au sénateur J. William Fulbright, président du comité sénatorial des relations extérieures aux États-Unis. La voici:

Quant à moi, je ne suis pas sûr que les principes et les valeurs de la civilisation occidentale représentent les aspirations communes à tous les peuples.

Cette phrase m'a surpris, car à l'instar du correspondant du *Maclean* à Washington qui l'a relevée, j'ai beaucoup de respect et d'admiration pour M. Fulbright et souscrits généralement à ses discours que je vois dans les journaux. Que les députés se rassurent! Je ne me lancerai pas ce soir dans un discours sur les principes et les valeurs de la civilisation occidentale. Il me semble, cependant, que définis comme il convient, ils représentent les aspirations communes à tous les peuples. Que sont-ils? Je pense que les principes découlent du judaïsme et du christianisme; qu'il existe un Dieu qui aime tous les hommes et que, si les hommes comprennent l'amour et pratiquent l'honnêteté et la charité, ils peuvent aspirer au bonheur. Je sais que beaucoup de gens au Canada et ailleurs ne comprennent pas parfaitement ces choses, mais je pense qu'il y a une force qui nous pousse tous à vivre selon ce principe et que nous sommes tous animés d'un profond désir de le faire.

Je crois que les valeurs découlent des anciennes civilisations de la Grèce, de Rome et de l'Europe occidentale. Quelles sont-elles? La

première, bien entendu, c'est la liberté, c'est-à-dire, à mon sens, le droit de penser et d'agir sans le contrôle arbitraire ou la direction du gouvernement. Les autres valeurs sont des dérivés de la première, telle la liberté politique qu'on a fini avec le temps par accepter généralement. La liberté n'est-elle pas une aspiration commune à tous les peuples? Encore là, c'est quelque chose que ne comprennent pas beaucoup de gens qui doivent lutter chaque jour en Amérique latine ou dans le Sud-Est de l'Asie, comme dans bien d'autres régions du monde, pour manger à leur faim. Beaucoup de ces gens ne savent pas lire; on ne peut donc s'attendre qu'ils connaissent la signification du mot liberté. Je crois que c'est l'un des désirs innés de tous les êtres humains. Je pense donc que le sénateur Fulbright a peut-être tort à cet égard également.

Il est de bon ton de dire dans certains milieux, aujourd'hui, monsieur le président, que les pays occidentaux, notamment les États-Unis, en essayant d'imposer leurs normes et leurs méthodes, ont fait plus de mal que de bien. On fait beaucoup de tapage autour de certains livres comme *The Ugly American* et *A Nation of Sheep*. Si vous ne partagez pas les vues exprimées dans ces livres, on vous considère comme un réactionnaire. Faisant abstraction de l'assistance économique massive que les États-Unis ont insufflée aux nouvelles nations, je soutiens que, sauf quelques exceptions, ce pays s'est acquis une bonne réputation en essayant d'établir des conditions pouvant assurer aux peuples la liberté politique.

Je crois aussi, comme le premier ministre du Canada, que le moment est venu d'obtenir des pays non communistes des déclarations précises quant à leurs principes et à leurs buts. Cela s'impose, et le plus tôt sera le mieux, afin de dissiper la fausse image des idéaux et du mode de vie occidentaux qu'on présente dans les pays communistes, et que les agents communistes propagent dans les régions les moins évoluées. Il faudra peut-être quelque temps pour y arriver, monsieur le président, et conférer à maintes reprises avec d'autres gouvernements.

Mais il y a une chose que le Canada peut faire aussi. Je propose que le Canada convoque, pour 1962 ou 1963, une conférence sur la compréhension. Chaque membre des Nations Unies devrait être appelé à déléguer 50 étudiants à cette conférence. Je propose que cette conférence se tienne à l'une des grandes universités canadiennes et que la Conférence canadienne des universités soit priée de faire les arrangements administratifs nécessaires. J'estime que pareille conférence coûterait 15 millions de dollars, soit moins d'un pour cent de ce que le pays dépense annuellement au titre de la défense nationale.